



## Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Laurent JAOU, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

## **Aménagement durable - Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de l'Or - Modification n°1 - Avis**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.143-33 du Code de l'urbanisme, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or a notifié à Montpellier Méditerranée Métropole le projet de modification n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de l'Or. Ce projet de modification poursuit deux objectifs :

Le premier objectif vise à ajuster les objectifs communaux de production de logements au sein des tissus urbains existants, considérant une meilleure connaissance des capacités des communes à y répondre. Dans ce cadre, il organise, en maintenant à l'identique les objectifs communautaires de production de logements et de consommation foncière à l'horizon 2035, un report d'objectif de production de 750 logements à créer au sein des tissus urbains existants entre les deux pôles structurants du territoire, de la Grande-Motte vers Maugio-Carnon. Cette évolution est de nature à répondre aux enjeux de maîtrise du développement urbain et d'organisation de l'armature territoriale du Pays de l'Or. Elle s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs envisagés dans le cadre de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat du Pays de l'Or couvrant la période 2024-2029.

Le second objectif du projet de modification du SCoT vise à retirer le détail de la ventilation des surfaces affectées aux différentes zones d'activités économiques (ZAE) identifiées dans le SCoT, sans modifier les surfaces d'extension urbaine affectées à chacune des catégories de ZAE : 35 ha pour les ZAE de rayonnement de Saint-Aunès et Maugio-Carnon, 15 ha pour les zones intermédiaires de Valergues, Mudaison et Maugio-Carnon et 9 ha pour les zones de proximité de Candiallargues et de Lansargues. Les études opérationnelles ayant démontré que les sensibilités écologiques et paysagères du site ne permettront pas la mise en œuvre opérationnelle des 15 ha affectés à la ZAE de l'Ecoparc de Saint-Aunès, alors que les capacités maximales d'extension au titre du SCoT de la ZAE de l'aéroport, dite « *Parc Industries Or Méditerranée* », sont d'ores et déjà atteintes, cette évolution est opportune.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite néanmoins rappeler de nouveau son attachement à la prévalence des enjeux de cohérence et de solidarité territoriales dans la définition d'une politique d'aménagement équilibrée du bassin de vie métropolitain. L'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050 issu de la loi du 22 août 2021 « *portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets* » oblige à revisiter nos politiques foncières et à interroger collectivement sur les stratégies territoriales. Dans cet esprit, Montpellier Méditerranée Métropole tient à souligner la nécessité de coordonner la programmation des différentes ZAE à l'échelle du bassin de vie dans une logique de complémentarité, en particulier avec celles situées en situation d'interface avec son territoire. Dans cette optique, la programmation du « *Parc Industries Or Méditerranée* » gagnerait à être établie en tenant compte de la proximité des projets de renouvellement urbain « *Cambacérès* » et « *Ode à la Mer* », de la liaison entre la Gare Montpellier-Sud de France et l'Aéroport Montpellier Méditerranée et de la nécessité de limiter le développement des activités commerciales.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De faire connaître cet avis à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258538-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.